

DIFFICULTÉS INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES

Dans quel état d'esprit les salariés et les entreprises du secteur nucléaire travaillent-ils ?

Beaucoup de retards dans la conduite de plusieurs grands chantiers ont fait l'actualité, dont encore récemment le chantier de l'EPR Flamanville 3, en fort surcoût par rapport aux prévisions initiales. Un retard qui pourrait s'aggraver suite à une alerte de l'ASN* sur le contrôle de tuyauteries du circuit secondaire et qui ne fait que renforcer le regard négatif porté par une partie de l'opinion publique et des médias sur ce mode de production d'électricité. Côté recherche, c'est le chantier du Réacteur Jules Horowitz (RJH), sur le site du CEA à Cadarache, qui n'a

cessé d'accumuler retards et surcoûts. Le RJH, en remplacement du réacteur Osiris du site de Saclay (mis à l'arrêt), aura pour fonction de tester le comportement de matériaux et combustibles sous irradiation, en soutien aux réacteurs nucléaires actuels et futurs. Si les niveaux de compétence et les moyens technologiques mis à disposition des salariés sont annoncés largement à la hauteur de la tâche et des enjeux, ces salariés avouent être profondément déstabilisés par toutes ces annonces, par la réalité des aléas rencontrés et par le surcroît de travail et de pression lié à ce contexte. Les salariés du secteur nucléaire engagés dans la réalisation de tous ces grands chantiers savent également que ces projets ont été conçus pour proposer de nombreuses inno-

vations. Elles serviront à renforcer le niveau de sûreté et de sécurité de l'électronucléaire, y compris bien au-delà de nos frontières et sont nécessaires notamment dans des pays où le développement économique est lié au développement des énergies décarbonnées. La détermination de ces personnels se heurte à un environnement économique mondial qui génère des contraintes sur les financements.

Une course sans fin à l'optimisation

Ainsi, les directions du CEA, Orano, Framatome, EDF, leurs filiales et sous-traitants jonglent en permanence dans ce champ de contraintes, qui implique une course sans fin à l'optimisation et à la rationalisation. L'accumulation de mauvais choix,



Bâtiment réacteur préparation à l'épreuve enceinte : inspection de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)

guidés par la pression financière, finit par conduire à des surcoûts et des retards pharamineux. Cette situation est d'autant plus mal vécue qu'elle s'accompagne de dégradations des conditions de travail. Dans plusieurs entreprises « maîtres d'ouvrage », nombre de salariés disent avoir de plus en plus de difficultés à contrôler et à maîtriser la conduite de leurs projets, du fait de l'externalisation des activités (sous-traitance, prestation de service, personnel précaire...).

L'organisation du travail à revoir

Ne faudrait-il pas envisager de ré-internaliser pour assurer une meilleure maîtrise des chantiers ? S'assurer que les partenaires s'inscrivent bien dans une logique d'investissement à long terme, logique obligatoire dans l'industrie nucléaire ?

Il serait temps de changer de mode de raisonnement et de cesser d'imposer une vision comptable à une filière industrielle qui peut encore démontrer ses savoir-faire et sa maîtrise des sciences et technologies, issus d'une expérience exceptionnelle en France. Les salariés préfèrent résolument qu'on leur demande « Comment ça marche ? » plutôt que « Combien ça coûte ? ». Car à force de réduire les coûts, le projet finit toujours par coûter... plus cher.

De trop nombreuses incertitudes pèsent sur les personnels

La transition énergétique, issue de la loi du 17 août 2015, peine à trouver un chemin soutenable et cohérent. Si EDF affiche une stratégie avec CAP 2030, la route sera longue avant de converger avec les décisions de l'Etat, la stratégie affichée par RTE, les analyses et les recommandations de l'ADEME* restent à trouver. Les décisions de l'Etat devraient intervenir dans la foulée du débat national sur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie, fin juin. Quelles seront ces décisions ? Réduction du parc électronucléaire, remplacement ou non des tranches mises à l'arrêt, choix technologiques pour le remplacement du parc (EPR sur quel modèle ?), quels modes alternatifs de production d'électricité, quelle place du gaz dans le mix énergétique, quelles conséquences sur les émissions de gaz à effet de serre ? Autant de réponses qui auront un impact



Vérification de l'étanchéité du cartouche à joint sur l'un des groupes moto pompe primaire

©photothèque EDF-Alexis MORIN

important pour l'avenir de pans entiers de l'activité industrielle liée à l'énergie et donc pour les salariés.

Toutes ces questions ont conduit les salariés à une perte de sens de leur travail

Des projets inscrits sur le long terme

Le secteur nucléaire s'accommode mal du manque de décisions, tout comme des coups d'arrêt ou des redémarrages inopinés, car ces projets ne peuvent s'inscrire que sur des temps longs. Par exemple, il est possible d'échelonner les arrêts de centrales par des prolongations de vie des réacteurs jusqu'à cinquante ou soixante ans ; or il faut plus de dix ans entre une décision de construction et la livraison des premiers kWh : c'est donc dès maintenant qu'il faut prendre des décisions et s'y tenir.

S'ajoute un champ d'incertitudes sur l'évolution de la demande d'électricité et de gaz. Sans une politique

publique engageante, les prévisions resteront très incertaines et divergentes selon les acteurs. Le risque est grand que ce soient les marchés et les intérêts privés qui décident, oubliant l'intérêt public de disposer d'une énergie suffisante (sans coupure ni délestage) et à un prix bas garantissant une égalité d'accès à tous. Quels seront les usages de demain ? Le tout électrique pour le transport routier entraînerait une augmentation de plus de 20% de la consommation d'électricité. Quels modes de chauffage, soutenables pour les ménages, peu ou pas émetteur de CO₂ se développeront-ils ? Saura-t-on stocker l'électricité à échelle industrielle pour développer des énergies alternatives intermittentes décarbonées ?

Toutes ces questions, incertitudes et indécisions prolongées des pouvoirs politiques, ont conduit les salariés à une perte de sens de leur travail, et à des formes diverses de désengagement. Elles conduisent également les employeurs à des stratégies dépourvues de sens industriel et du coup tournées vers une soi-disant efficacité économique. ■

Dernière minute

Les Echos du 7 juin annoncent que « La première réaction en chaîne du réacteur nucléaire de la centrale chinoise de Taishan a été lancée »... avec 4 ans de retard !

* ASN : autorité de sûreté nucléaire

* ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie